

NUNAVIK ᓇᓱᐊᕕᒃ

ለኋይናርድና ተስፋኑ

Technical Advisory Committee Comité consultatif technique



▷σ·b·r·c

▷σ·b·r·c C·D·P·L·σ·c	
▷σ·b·r·c C·D·P·L·σ·c	
▷σ·b·r·c C·D·P·L·σ·c3
▷σ·b·r·c C·D·P·L·σ·c	
▷σ·b·r·c C·D·P·L·σ·c10

Table of Contents

History and Overview of the AIP	3
Technical Advisory Committee	10

Tables des matières

Historique et aperçu de l'Entente de Principe	3
Technical Advisory Committee	10

▷σ·b·r·c b·l·a·c 4·l·i·r·b·s·z·s·c
▷σ·b·r·c U·c·s·s·r·c·b·c 1·1·1·c:
Lisa Koperqualuk,
Makivik Corporation,
3rd floor, 1111 Dr. Frederik-Philips,
St. Laurent, QC H4M 2X6
email: koperqualuk@makivik.org

Please forward your comments
and/or questions to:
Lisa Koperqualuk,
Makivik Corporation,
3rd floor, 1111 Dr. Frederik-Philips,
St. Laurent, QC H4M 2X6
email: koperqualuk@makivik.org

S'il-vous-plaît, faites parvenir tout
commentaire et/ou question à :
Lisa Koperqualuk,
Société Makivik,
3e étage, 1111, boul. Dr.-Frederik-Philips,
Saint-Laurent (PQ) H4M 2X6
courriel : koperqualuk@makivik.org

ՀԱՅԱՍՏԱՆԻ ՀԱՆՐԱՊԵՏՈՒԹՅԱՆ ԿԱՌԱՎԱՐՈՒԹՅԱՆ ՀԱՅԱՍՏԱՆԻ ՀԱՆՐԱՊԵՏՈՒԹՅԱՆ

History and Overview of the AIP

Historique et aperçu de l'Entente de Principe

The Agreement-in-Principle (AIP) that is currently under negotiation will set out the broad parameters for the creation of a new unified government for Nunavik. This new entity will be based on the amalgamation of major existing public institutions in Nunavik, namely the Kativik Regional Government (KRG), the Kativik School Board (KSBoard), and the Nunavik Regional Board of Health and Social Services (NRBHSS).

The AIP will be a pivotal document in the multi-year process leading to the creation of a new government in Nunavik. Once completed, there will be, for the first time, a document that will allow people to understand how amalgamation will take place, what the new unified institution will look like, and how it will operate and exercise its powers.

Some of the more technical aspects on how certain departments will be consolidated will be addressed in an official Implementation Plan, and certain legal obligations will only be described in the Final Agreement. But it is the AIP which will spell out the main features of the new arrangements that will be put in place including, for

L'entente de principe (EP), qui fait présentement l'objet de négociations, décrira les paramètres généraux dont il faudra tenir compte lors de la création d'un gouvernement unifié pour le Nunavik. Cette nouvelle entité résultera de la fusion des principaux organismes publics existants dans la région, soit l'Administration régionale Kativik (ARK), la Commission scolaire Kativik (CSK) et la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN).

L'EP constituera un document de référence extrêmement important tout au long du processus pluriannuel devant aboutir à la création d'un gouvernement au Nunavik. Une fois achevée, l'EP sera le tout premier document à expliquer comment se déroulera la fusion, à quoi la nouvelle entité fusionnée ressemblera, comment elle fonctionnera et comment elle exercera ses pouvoirs.

Les aspects les plus techniques sur la façon dont certains services et certaines directions seront fusionnés seront abordés dans un plan de mise en œuvre officiel, alors que certaines obligations légales seront uniquement décrites dans l'entente finale. Il



example, the powers and obligation of the unified government, the role and authority of its elected representatives, the duties and functions of its senior managers and various departments, the relationship between the new institution and the provincial and federal governments.

Although the conclusion and ratification of the AIP will represent a key turning point in the current negotiations, it is only one step in the larger process. In fact, it was preceded by the Framework Agreement, a document which commits the parties to enter into negotiations leading to the Agreement-in-Principle and Final Agreement, and which sets out the subject matter, procedures, and principles applicable to the negotiations.

The Framework Agreement was itself the subject of several months of negotiations. It was signed early in the summer of 2003, a step which cleared the way for the start of formal negotiations for the AIP. In the following months, the parties began to prepare for the negotiations with numerous internal meetings, and where necessary, the mandates of the negotiators were officially confirmed. Many of the issues and principles identified in the Framework Agreement were carried forward into the AIP negotiations, and the two processes involved many of the same people. As a result, there was and a smooth transition a fair amount of continuity between the two sets of negotiations.

n'en demeure pas moins que c'est l'EP qui décrira principalement les nouvelles dispositions qui seront mises en œuvre concernant, par exemple, les pouvoirs et les obligations du gouvernement unifié, le rôle et le pouvoir de ses représentants élus, les tâches et les fonctions de ses cadres supérieurs, le rôle des diverses directions et la relation entre la nouvelle entité et les gouvernements provincial et fédéral.

Même si la conclusion et la ratification de l'EP seront un point tournant des négociations en cours, il ne s'agit tout de même que d'une étape d'un vaste processus. Avant même l'EP, il y a eu l'entente cadre qui avait pour but d'engager les parties à entamer des négociations devant mener à l'EP et à l'entente finale et qui énonçait l'objet des négociations, ainsi que les procédures et les principes applicables.

L'entente cadre en soi a fait l'objet de plusieurs mois de négociations. Elle a été signée au début de l'été 2003, ce qui a permis aux parties d'entamer les négociations formelles au sujet de l'EP. Dans les mois qui ont suivi, les parties ont commencé à mettre en branle le processus en organisant de nombreuses réunions internes au cours desquelles les mandats des négociateurs ont pu être officiellement confirmés. Bon nombre des questions et des principes décrits dans l'entente cadre font l'objet des présentes négociations. Qui plus est, les personnes qui négocient aujourd'hui l'EP sont en grande partie les mêmes qui ont négocié l'entente cadre, ce qui leur a permis de faire une transition sans heurts entre les deux séries de négociations et d'assurer une certaine continuité.

La première séance de négociation de l'EP a eu lieu en octobre 2003 à Québec. Dès lors, il a été décidé que les séances de négociation auraient lieu à divers autres endroits présentant un

Δέκατες γράμμες 45000 τόνους σε-
στοιχίας Κύπρου πάνω από 1000 τόνους
για την περίοδο 2003-Γ έως και την 2004-Γ.
Εφόσον διαθέτει την πλήρη πληροφορία
κατατάσσεται στην πληροφορία
διαθέσιμη στην Ευρωπαϊκή Ένωση
από την Επιτροπή.

The first official negotiating session for the AIP took place in October of 2003 in Quebec City. Right from the onset, it was decided that negotiations would be held in a variety of locations relevant to all the parties at the table. This meant that negotiations would eventually be held in Puvirnituk, Kangiqsualujjuaq, and Montreal.

The first meeting also set the tone for the negotiations which would be very open and congenial. This was in large part due to the fact that the official negotiators and their technical support teams already had developed a good working relationships with each other. Minnie Grey, Maggie Emudluk, and Harry Tulugak are the Negotiators from Nunavik, and they have extensive experience in dealing with the provincial and federal governments. Daniel Bienvenue is the negotiator for the Government of Quebec, and his team gained a intimate knowledge of Nunavik and its institutions with the negotiation of the Sanarrutik Agreement. Donat Savoie is the negotiator for the Government of Canada. He has extensive experience de bonnes relations de travail. Minnie Grey, Maggie Emudluk et Harry Tulugak, négociateurs pour le Nunavik, transigent depuis longtemps avec les gouvernements provincial et fédéral. Daniel Bienvenue, négociateur pour le gouvernement du Québec, et son équipe ont acquis une connaissance approfondie du Nunavik et de ses organismes lors des négociations qui ont mené à Sanarrutik : Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik. Donat Savoie, négociateur pour le gouvernement du Canada, a acquis une vaste expérience lors de la création du gouvernement du Nunavut. En outre, son équipe et lui ont traité, au fil des ans, de nombreux dossiers relatifs au Nunavik.

with the creation of the Nunavut Government, and he and his team have dealt with many Nunavik issues over the years.

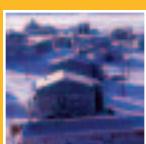
Lors de leur première rencontre, les négociateurs ont discuté de la forme que prendrait l'EP et de la façon de la rédiger. Ils en ont conclu

During their first meeting, the Negotiators talked about what the AIP might look like, and how to go about drafting the necessary text. Based on this, they then mandated a working group consisting of people from technical support teams from all the parties to develop some draft wording for certain headings of the AIP. This work was reviewed by the Negotiators at their next meeting which took place in November in Puvirnituk. They made a number of changes and additions to the draft text, but were generally satisfied with the direction in which the AIP was

qu'il fallait demander à un groupe de travail, formé de représentants des équipes de soutien technique de toutes les parties, de rédiger le texte de certaines sections de l'EP. Le texte en question a ensuite été soumis aux négociateurs lors de leur deuxième rencontre qui a eu lieu à Puvirnituk. Bien que ces derniers aient fait un certain nombre de changements et d'ajouts à l'ébauche qui leur avait été soumise, ils étaient généralement satisfaits de la forme que prenait l'EP. Les négociateurs ont ensuite donné certaines directives pour l'ébauche des autres sections de l'EP.

intérêt pour tous les participants aux négociations tels que Puvirnituq, Kangiqsualujjuaq et Montréal.

La première rencontre a également donné le ton aux négociations les- quelles se sont avérées très ouvertes et agréables. Ce climat favorable est en grande partie attribuable aux négocia- teurs et à leur équipe de soutien tech- nique respective qui ont su développer





starting to take shape. The Negotiators then issued instructions for the drafting of other sections of the AIP.

Most of the AIP was drafted throughout the winter of 2003 and spring months of 2004. During this time, the Negotiators were often in contact with one another by phone or email to deal with particular issues which arose with the drafting of various sections of the AIP. They also met regularly to review and modify the rolling draft and to issue instructions to the technical working groups. This was a busy period during which formal negotiation sessions took place in February, 2004, in Kangiqsualujjuaq, in March, 2004, in Montreal, and in May, 2004, in Quebec City.

As the draft AIP started to take shape, the Negotiators also began the process of disseminating information about the document and carrying out formal or informal consultations about the contents of the AIP with their respective organizations or departments. For example, the Negotiators from Nunavik circulated information and initiated discussions with the major regional organizations through the Technical Advisory Committee, and later, the Policy Committee. The provincial and federal Negotiators dealt with their respective officials and departments according to their internal procedures and policies.

By the beginning of the summer of 2004, the AIP rolling draft was starting to look like a fairly complete document. With this in mind, a formal negotiating session was held in Quebec City in late June to either resolve the few outstanding issues or identify those that might be addressed by the end of summer. The objective was, as much as possible, to have a completed draft document that could be further circulated for more reaction or feedback by various Nunavik Organiza-

L'EP a essentiellement été rédigée au cours de l'hiver 2003 et du printemps 2004. Pendant cette période, les négociateurs ont maintenu des liens très étroits par téléphone et par courriel, afin de résoudre certains problèmes qui se sont posés lors de la rédaction des diverses sections de l'EP. Ils se sont également rencontrés régulièrement pour réviser et modifier le document de négociation et pour donner des directives au groupe de travail. Lors de cette période intense, il y a eu trois séances de négociation formelles, soit en février 2004 à Kangiqsualujjuaq, en mars 2004 à Montréal et en mai 2004 à Québec.

Une fois que l'ébauche de l'EP a commencé à prendre forme, les négociateurs ont entrepris de communiquer des renseignements sur le contenu du document lors de consultations formelles et informelles auprès de leurs organismes et ministères respectifs. Par exemple, les négociateurs du Nunavik ont diffusé des renseignements et ont entamé des discussions avec d'importants organismes régionaux par l'entremise de leur comité consultatif technique et, plus tard, du comité des politiques. Les négociateurs provincial et fédéral ont fait rapport de la situation aux hauts fonctionnaires et à leur ministère respectif, selon leurs procédures et politiques internes.

Au début de l'été 2004, le document de négociation était presque entièrement rédigé. On a donc organisé une séance de négociation formelle à Québec, à la fin de juin, afin de résoudre quelques questions pendantes et cerner d'autres questions qui pouvaient être discutées avant la fin de l'été. En procédant ainsi, on voulait avoir en main un document assez complet afin de pouvoir le faire circuler aux divers organismes du Nunavik et ministères des deux gouvernements et obtenir leurs commentaires. Ce

፭፻፲፭

tions and government departments. Following this, the Negotiators would be in a position to finalize a draft AIP for presentation to the residents of Nunavik and the Government of Quebec and the Government of Canada for approval.

The draft AIP has now matured to the point where it is possible to provide a fairly good overview of what people can expect to see when it will be formally released to the public.

The draft AIP is divided into five parts. Part I of the document primarily deals with the legal definitions, the objectives of the AIP, the overriding principles, the different phases of negotiations, and a proposed implementation timetable. Certain aspects of Part I are fairly procedural in nature, and a number of its other sections are drawn from the Framework Agreement.

Part II of the draft AIP is fairly lengthy and contains some of the more interesting and important provisions. It deals with the general function and structure of the new unified government that would be established in Nunavik. Part II makes it clear that the new government will be based on the amalgamation of KRG, the KSB, and the NRBHSS. It also describes aspects of the new government's main decision making (elected) body, executive function, and the Standing (permanent) Committees to be set up for important matters such as, for example, education.

Part II of the draft AIP also identifies the departments that would be established under the new government. These would generally be modeled on the day-to-day and service-delivery functions of the organizations being amalgamated. This Part also touches on the role of senior management, the principal operation elements of the new government. Moreover, the new government's relation with other

n'est qu'après cet exercice que les négociateurs seront en mesure de finaliser l'ébauche de l'EP en vue de la soumettre aux résidants du Nunavik et aux gouvernements du Québec et du Canada pour approbation.

Le document est maintenant suffisamment poli pour donner un bon aperçu de ce que sera la version finale devant être diffusée au grand public.

L'ébauche de l'EP est divisée en cinq parties. La partie I présente les définitions, les objectifs de l'EP, les principes absolus, les diverses phases de négociations et le calendrier de mise en œuvre envisagé. Certains aspects de cette partie sont plutôt de nature procédurale et un certain nombre d'autres sections ont été tirées de l'entente cadre.

La partie II de l'ébauche de l'EP est relativement longue et contient certaines dispositions très intéressantes et très importantes. Elle traite du fonctionnement général et de la structure du gouvernement unifié qui serait mis en place au Nunavik. En outre, elle précise que le gouvernement qui serait formé résulterait de la fusion de l'ARK, de la CSK et de la RRSSSN. On y décrit également divers aspects de l'organe décisionnel élu, des fonctions de direction et des comités permanents qui seraient créés pour se pencher sur des questions importantes telles que l'éducation.

Par ailleurs, la partie II indique les directions qui seraient mises sur pied au sein du gouvernement du Nunavik, lesquelles refléteraient les fonctions courantes et la prestation de services des organismes fusionnés. La partie II aborde aussi le rôle que jouerait la haute direction, l'élément clé du fonctionnement du nouveau gouvernement. Enfin, des questions telles que les relations du nouveau gouvernement avec les autres gouvernements et les organismes, son statut juridique et ses champs de



ዕርጥ ከደረግ ላይ በትክክል ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ
የመሆኑን በትክክል ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ
በመሆኑን በትክክል ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ
ለመሆኑን በትክክል ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ ተስፋዣ

governments and organizations, its legal status, and its area of jurisdiction are all addressed under Part II.

Part III deals with financing. Essentially, it makes it clear that financing that was directed to the amalgamated organizations will now go to the new unified government. Generally, funding associated with the day-to-day and service-delivery functions of the organizations to be amalgamated will go to the corresponding department within the new government. Part III also lays out the groundwork for new funding regimes that could be in place between the new government and the Governments of Quebec and Canada.

Part IV of the draft AIP addresses a number of implementation and transition measures. It highlights the role of an Implementation Plan, and identifies the need for legislation to bring about amalgamation and the creation of a new unified government in Nunavik. Furthermore, this Part provides for the establishment of a Tripartite Transition Committee, which will be assigned a number of important functions and responsibilities in the months leading up to amalgamation and the creation of the new unified government. There is a description of what is to happen on the date of amalgamation in the period immediately following.

compétences sont aussi traitées dans cette partie.

La partie III traite du financement et indique clairement que le financement dont bénéficiaient les organismes avant la fusion serait transféré au gouvernement unifié. Autrement dit, les fonds accordés aux organismes qui seraient fusionnés pour les fonctions quotidiennes et la prestation de services seraient versés aux directions correspondantes au sein du nouveau gouvernement. La partie III jette également les bases de nouveaux modes de financement qui pourraient être adoptés par le nouveau gouvernement et les gouvernements du Québec et du Canada.

La partie IV de l'ébauche de l'EP énonce un certain nombre de mesures transitoires et de mise en œuvre. Elle explique le rôle du plan de mise en œuvre et indique qu'il serait nécessaire que l'on adopte de nouvelles lois pour pouvoir fusionner les organismes en question et ainsi créer le gouvernement unifié du Nunavik. De plus, la partie IV prévoit la création d'un comité de transition tripartite, auquel on assignerait des fonctions et des responsabilités dans les mois qui précéderaient la fusion et la création du gouvernement unifié. On décrit également dans cette partie ce qui se passerait le jour même de la fusion des organismes existants et pendant la période qui suivrait immédiatement cette fusion.

La partie V de l'ébauche de l'EP énonce un certain nombre de dispositions procédurales. Par exemple, la durée de l'EP, les procédures de



ՋԱՐԱՆ ԳԵՐԱԾՈՒՅՆՀԱՅԻՆՆՐԴԿ մՎԿՃ
ՏԵՇԱԼՆԵՄԸ ՅԱ ՅԱԾԸ Ե ՏԵՇԱԼՆԵՄԸ.
ՅՊՐԼԵՏՐԳՐԱՅՆԻ ՀԵծԱ ԳԵԸԾԾՈՒՅՆՐԸ
ԳԵՐԱՆԵՐԱՐՈՒՅՆ ՅԵՆԵԾԸԾՈՒՅՆ Ար-
ԳԵԾԸԾՈՒՆԵՐՈՒՅՆ ՅԵՆԵԾԸԾՈՒՅՆ Ար-
ԳԵԾԸԾՈՒՆԵՐԸ ԱԼԸ. ՏԵՇԱԼԾՈՅ ԱՐԳԱՅՆ



Part V of the draft AIP sets out a number of procedural provisions. For example, this part deals with the duration of the AIP, its amending procedures, its interpretation, and the

modification, son interprétation et les mécanismes de règlement de différends. Y sont également décrites les stratégies de communication et de consultation qui seraient mises de l'avant pour négocier l'entente finale. Par ailleurs, la partie V traite de la ratification de l'EP. À cet effet, une disposition stipule que l'EP devra faire l'objet d'un référendum au Nunavik et devra être soumise à l'approbation des gouvernements du Québec et du Canada.

Il importe de souligner qu'au moment de mettre sous presse le présent article, l'étape de rédaction de l'EP n'était pas encore terminée. Autrement dit, la description qui précède est donnée à titre indicatif seulement et ne constitue pas une publication officielle du contenu de l'EP. D'ailleurs, l'ébauche de l'EP fait encore l'objet de discussions et sera probablement encore modifiée avant d'être rendue publique. Toutefois, ces modifications seront probablement d'ordre technique et il est peu probable qu'elles changent la description générale qui est faite dans le présent article.

AIP's dispute resolution mechanism. It also describes aspects of the communication and consultation strategies that will have to be put in place for the Final Agreement. Moreover, Part V deals with the ratification and endorsement of the AIP. On this point, there is a provision which stipulates that the AIP shall be subject to a public referendum in Nunavik. The AIP will also be subject to cabinet approval for both the Government of Quebec and the Government of Canada.

It should be noted that at the time of this writing, the draft AIP was still very much a work-in-progress. In other words, the above description is given for information purposes, and it does not constitute an official release of the draft AIP. Moreover, the draft AIP is still subject to further discussions and modifications before the document is made public. However, these changes will probably be technical in nature, and are unlikely to affect the broad description of the draft AIP presented above.



ለኢትዮጵያ በንግድ ፊደልና የተማሪው

Technical Advisory Committee Comité consultatif technique



2002г. 43% избирателей проголосовали за Бориса Ельцина, 35% - за Геннадия Селезнева, 12% - за Юрия Лужкова и 10% - за других кандидатов. В 2003 году Ельцин победил с результатом 53,4%, Селезнев - 27,5%, Лужков - 14,1%, другие кандидаты - 5,0%. В 2007 году Ельцин занял первое место с результатом 49,3%, Селезнев - 37,5%, Лужков - 10,2%, другие кандидаты - 3,0%.

When the negotiating teams were set up in 2002 to spearhead the agreement between Canada, Quebec, and the Nunavik Inuit on a form of Nunavik government, they at first had to begin with a plan and a guideline, which would give direction, a timeline, and a basis for the negotiations. This guideline is of course the Negotiation Framework Agreement, which was concluded in July 2003, and summarized, in the last edition of Nunavik.

Before the Framework Agreement was negotiated however, the idea of forming an advisory committee that would be composed of representatives from the Nunavik institutions was realized. The Nunavik negotiators reflected upon how the negotiation process would unfold; and how the unification of three, large, now diversified, institutions could be implemented in a practical manner. During this reflection they recognized the importance of maintaining a link with the Nunavik organizations as the negotiations progressed; since the formation of a Nunavik government

Des équipes de négociations ont été mises sur pied en 2002 en vue de conclure une entente entre le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et les Inuit du Nunavik sur la forme que prendrait un éventuel gouvernement du Nunavik. Ces équipes ont dû, d'abord et avant tout, élaborer des principes directeurs pour orienter les négociations et établir un échéancier. Les principes directeurs sont contenus dans l'Entente-cadre de négociation signée en juillet 2003 et présentée en résumé dans le dernier numéro de Nunavik.



Michael Gordon, Executive Council Member KRG
Michael Gordon, membre du Conseil d'administration,
Administration régionale Kativik (ARK)

የር ልርጋዎች, የሚከተሉበት ማስታወሻው ነገሮች እና የስም ንብረቱን በጥናት

Rhoda Etok, representative of Saputit Youth Association
Rhoda Etok, représentante de la Saputit Youth Association



ՍԵՂԼԸ ճամփար պահենիւ և այսինքն Շո
Ժի, զեր շատ լի ՃԱԼԸ և ԱՅՆ ՏԵ
ՈՐԴՔԸ ԳԼԱԽԸ ԾՐԸ ՈՒ ՃԱՋԸ ԾՐԸ ՈՒ
ԼԻ՞Ք ՃԱԾՆԵԼԻ ԾՐԸ ԱԿ ՃՐԱՎԸ ԾՐԸ ՈՒ
ՔՐԴՐԱՀԻ Ե ԵԿԱՆԵՑԻ ԾՐԸ. ԳԵ ՃԱԾՆԵԾԸ

would involve the amalgamation of the three main institutions of Nunavik, their involvement at an advisory level would be crucial. Otherwise, the negotiators would be negotiating as in a vacuum, on their own, without the input of the very organizations to be unified. The creation of the Advisory and Technical Support Committee was then proposed by the Nunavik negotiators.

This Technical Advisory Committee would give the organizations that would be impacted by amalgamation a forum for their input, to share insights, and have an exchange between the negotiators and the organizations. It would also allow them to put forth any technical advice regarding amalgamation, which would be very helpful to the negotiators who do not necessarily have such technical expertise on the respective organizations.

Thence, the Nunavik negotiators Minnie Grey, Harry Tulugak, and Maggie Emudluk invited the three institutions to appoint two persons each to create the Technical and Advisory Support Committee. A letter was written to each respective president or chairperson of the Nunavik Regional Board of Health and Social Services (NRBHSS), Kativik School Board (KS_B), and Kativik Regional Government (KRG) informing them about the process of establishing an Advisory and Technical Support Committee, and of the role of such a Committee. This Committee would be considered as the means for receiving technical information concerning the operations of the organizations, and it would be the place for the organizations to give input and to follow the developments during the first phase of the negotiations. The organizations

Avant même que ne soit conclue l'Entente-cadre toutefois, on avait émis l'idée de créer un comité consultatif composé de représentants des organismes publics du Nunavik. Les négociateurs du Nunavik ont réfléchi à la façon dont se déroulerait le processus de négociation et à la façon dont il serait possible de fusionner harmonieusement trois grands organismes offrant des services fort différents. Il leur est alors apparu important de maintenir un lien avec les organismes du Nunavik tout au long des négociations. En effet, la création d'un gouvernement du Nunavik découlerait de la fusion des trois principaux organismes publics du Nunavik. La participation de ces organismes au sein d'un comité consultatif s'avérait donc cruciale, sinon le travail des négociateurs ne reposerait sur aucune base concrète. C'est pourquoi les négociateurs du Nunavik ont proposé de créer un comité consultatif technique.

En outre, un tel comité pouvait servir de tribune permettant aux organismes publics devant être fusionnés de faire des suggestions, d'échanger des idées, de faire la liaison entre les négociateurs et les organismes en question, et de formuler des conseils techniques au sujet de la fusion.



were then invited to name two individuals to participate in the new Technical and Advisory Support Committee.

Usually the heads of the Nunavik organizations have been appointed to the Committee, and the second person appointed may hold an elected position or, optionally, be a non-elected representative of the organization. When the board or council of the organization received the letter informing them of the creation of the Technical and Advisory Support Committee, the three organizations reviewed the letter through their representative boards or council, and took on the task of choosing who their representatives would be in this new committee.

The Makivik representatives include President Pita Aatami, and Treasurer Anthony Ittoshat.

Gamma Grey et George Kauki, KSB Councillor
Minnie Grey et George Kauki, conseillers, Commission scolaire Kativik (CSK)

አዲስ ዘመን በንግድ ከተማ እና ስነዎች ከፌዴራል ንግድ እና ስነዎች
በኢትዮጵያ መመሪያ ማረጋገጫ አንቀጽ 2004
Technical Advisory Committee meeting in Kangirsuk April 2004
Réunion du Comité consultatif technique à Kangirsuk, avril 2004

Les négociateurs du Nunavik, soit Minnie Grey, Harry Tulugak et Maggie Emudluk, ont donc écrit une lettre au président de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSN), de la Commission scolaire Kativik (CSK) et de l'Administration régionale Kativik (ARK), afin de les informer du processus de création du Comité consultatif technique

ԳՐԵԴԱՅ ՏԵՂԵՐՈՒՄ ՏՐԴԱԿՐԴ ԸՆԴՀԱՆՈՒՐ ԵՐԱՎԱՆ

ለየልዲ የዕራብና አገር ስርጓዊ
የደንብናው ተስፋዋል.

ԵՌԱՅ ԱՎԱԾ-Ը ԵՌԵԼԸ ՔՄԵԿԻՑՐԸ
ՀԾ ՎԾՎ ՂՎ ԺՎ ԺՎԾ ՎԾՎՐՎՆԵՒ.



ԵՐԱՎԵՐՔԸ ԱՌՋԼՐԼԵՈՒՅ.

The Kativik Regional Government (KRG) appointed its Chairperson Johnny Adams and Executive Councillor Michael Gordon of Kuujjuaq.

The Nunavik Regional Board of Health and Social Services (NRBHSS) appointed its President at the time, Johnny Naktairaluk Inukpuk, later replaced by Eli Weetaluktuk who has since taken on the President's position. Their second appointee was Jean-Guy Letourneau, who has been involved in the health sector since 14 years in Nunavik. Mr. Letourneau, originally from the suburbs of Montreal has lived in Kuujjuaq for over 30 years.

The Kativik School Board's (KSB) reaction differed from that of the other organizations, having refused to take part in the process since the beginning of Nunavik government negotiations. It did not name any members to the Advisory Committee, and there are a few reasons for it having decided not to take part in the Committee.

An important one, in its viewpoint, was that it did not want to compromise its courtcase against the other Nunavik organizations KRG, NRBHSS, and Makivik; a courtcase that was meant to stop the negotiations process through an interlocutory injunction. It felt that to appoint two of its members to the Advisory Committee would be seen as working for the process, a process it was attempting to put a stop to in the courts of Montreal.

Their lack of presence in the Advisory Committee meetings however, was felt by all members who would discuss questions and issues specific to their organizations. When it came to matters on education, there was no one to speak for the School Board, nor to share information with.

(CCT) et de les inviter à nommer deux représentants chacun pour y siéger. Ils ont également profité de l'occasion pour leur expliquer le rôle d'un tel comité, lequel est de fournir des renseignements techniques relatifs au fonctionnement des organismes en question, de même que des suggestions, et de suivre l'évolution de la première phase de négociations.

Suivant la réception de la lettre, les conseils d'administration des organismes publics visés par la fusion ont pris soin de choisir les représentants devant siéger au CCT. Dans la plupart des cas, ce sont les présidents qui ont été nommés et une autre personne, élue ou non, au sein de l'organisme.

La Société Makivik a également été invitée à nommer des représentants pour siéger à ce Comité et elle a choisi son président, Pita Aatami, et son trésorier, Anthony Ittoshat.

L'ARK a nommé son président, Johnny Adams, et un membre de son Comité administratif, Michael Gordon.

La RRSSN a, pour sa part, nommé son président qui était en poste à cette période, Johnny Naktairaaluk Inukpuk, lequel a plus tard été remplacé par Eli Weetaluktuk qui a pris sa place à la présidence de l'organisme. La deuxième personne qui a été choisie est Jean-Guy Létourneau, lequel travaille dans le secteur de la santé du Nunavik depuis 14 ans. M. Létourneau, qui est originaire d'une banlieue de Montréal, vit à Kuujjuaq depuis plus de 30 ans.

La CSK a réagi différemment à l'invitation. En fait, comme elle refusait depuis le début de prendre part aux négociations devant mener à la création d'un gouvernement du Nunavik, elle a décidé de ne pas participer aux travaux du CCT, et ce, pour plusieurs raisons. Elle a évoqué, entre autres, qu'elle ne



አዲስ አበባ የሰነድ ቤት ማመልከት የሰነድ ቤት ማመልከት

The Nunavik Negotiators kept their invitation standing, their invitation to KSB to take part in the Advisory Committee. After a year and a half in this situation they wrote again to KSB encouraging them to participate in the Technical Advisory Committee. KSB responded in early 2004 by naming Mary Atchison, head of Education Services in Kuujjuaq, and their lawyer Alain Gauthier.

For the first time in nearly two years since the beginning of the TAC meetings, in April of 2004, KSB was involved in a TAC meeting held in Kangirsuk. Discussions that had been held with a missing link could now be held with the full participation of the education sector. Its earlier unwillingness replaced by a more conciliatory tone, probably due to the decision made by the judge after hearing KSB arguments on their application for an

አዲስ ዘመን ከፌዴራል በትኩረት ስሜ እንደሆነ ተከተል
በ፲፻፱፭ ዓ.ም. መጠር 2004
Technical Advisory Committee meeting in Kangirsuk April 2004
Réunion du Comité consultatif technique à Kangirsuk, avril 2004

CF P^o b^o L^oP^oA^od^oσ PC Δ^oΓ^o ν^oΔ^od^oσ,
Id d^oΓ^o ν^oΔ^o μ^oα^oc^oc^oL^o b^oKL^oσ^o
Tommy Cain, Governor Makivik with Rhoda Etok from Saputtit,
and Michael Gordon of KRG
Tommy Cain, administrateur de Makivik, avec Rhoda Etok,
de Saputtit et Michael Gordon, de l'ARK

voulait pas compromettre le procès intenté contre l'ARK, la RRSSSN et la Société Makivik dans le but d'arrêter le processus de négociations en obtenant une injonction interlocutoire. À son avis, en nommant deux de ses membres pour siéger au CCT, on aurait considéré qu'elle participait au processus qu'elle essayait de bloquer.

Les membres du CCT ont déploré l'absence de la CSK aux réunions, car on y abordait des questions touchant



ՀՅԱՀՆԱՐԼԵՐԸ ՎՔՋՈՐԾՐԸ ԵՌԱԸ ԱՌ-
ԾԱՇԸՆԸՆԸ ԱՅԸԱԸ ԵՒՔՔՔԱՐԸ.

Digitized by srujanika@gmail.com

Ճաճակ ՈՐԳՈՒՐԾ ՃԸՆԱԽԵՏԸՆ և ՀԵՎ-
ԲԵՇԵՆՈՒՅ ԳՐՔԻՐԱԺՈՒ ԵՑՈՒՄԵՐՄԱՆ
ՃԸՆՈՉԵՐԼՅՈՒՐԾ ԱՐԴԻԾՆԵՐ, ՏՐԻՆԵՌ-
ՈՒՄԵՐԺՈՒ ՅԵՒՄԸՆ ԿԵՆՏՐՈՆԱԳՐԻ ՊԵ-
ԱՐԴՐՈՒ ՃԸՆՐԾ ԱՅՆԵՎՈՐԾ ՊՐԻՋՏ-
ԸՆԴՐԾ ԱԱԼՄԱՃ ԵՐԸՆ ԵՎՐԵՆ-
ՐԾ ՊԵԼԱՐԾ ԱԱԼՄԱՃ ԵՐԸՆ ԵՎՐԵՆ-

interlocutory injunction, which the judge did not grant.

The judge had criticized KSB for not participating in such a committee where its views could be heard. They had argued in their case that their views were not being taken into account during the negotiation process; the judge's response to this however, in a decision made after hearing the

particulièrement chacun des organismes. Quand est venu le temps de parler des questions relatives à l'éducation, il n'y avait personne pour parler au nom de la CSK.

Les négociateurs du Nunavik ont espéré pendant longtemps que la CSK répondrait à l'appel. Finalement, un an et demi après la création du CCT, ils ont réitéré leur invitation à la CSK de participer aux travaux du Comité. Cette fois, la CSK a accepté l'invitation et a nommé deux représentants au début de 2004, soit Mary Aitchison, directrice des services d'éducation à Kuujjuaq, et Alain Gauthier, son avocat.

Pour la première fois en presque deux ans d'existence du CCT, la CSK a participé à une réunion, en avril 2004, à Kangirsuk. Ce changement de cap de la CSK est probablement venu du refus du juge d'accorder l'injonction demandée.

case, was that the Technical and Advisory Committee (TAC) was a forum where the opportunity to be heard did indeed exist.

Independent Inuit Organizations

Regarding the participation of the other Inuit organizations in the TAC, who had not been included at the start of the TAC, the Nunavik Negotiators saw that they needed to be informed of the negotiations process as they represented important facets of Nunavik society. The youth representative of Nunavik, Saputiit Inuit Youth Association; Avataq Cultural Institute; and the television and radio production company Taqramiut Nipingat Incorporated, were then invited to participate in the TAC meetings and in this regard each appointed

Organismes inuit indépendants

Pour ce qui est de la participation d'autres organismes inuit qui, au départ, n'avaient pas été inclus dans le CCT, les négociateurs du Nunavik ont constaté qu'ils devaient eux aussi être informés des négociations en cours, car ils constituent des éléments importants de la société du Nunavik. Les négociateurs ont donc invité des représentants de l'Association des jeunes Saputiit, de





၃-၄၊ ၂၀၀၂၊ ၁၆၊ ၁၂:၀၀ မြန်မာရှိသုတေသန

their presidents to attend the TAC meetings where each have participated since over a year.

Their participation ensures that they are properly informed of the negotiations process. Their role in the Advisory Committee is really based on observation and comprehension of the negotiations and the amalgamation process. And concerning their current status as independent organizations, this status as independent organizations remains once a Nunavik government will be formed. They would not be directly impacted by the amalgamation of the Nunavik public institutions.

Meetings that have taken place

The first meeting took place in December 3-4,2002 at Montreal as an

Alain Gauthier, KSB Counsel, and Johnny Adams Chair of KRG.
Alain Gauthier, conseiller à la CSK, et Johnny Adams, président de l'A

l'Institut culturel Avataq et de l'entreprise de production radio et télévisuelle Taqramiut Nipingat inc. à assister aux réunions du CCT. Ces organismes ont choisi d'être représentés par leur président et participent aux travaux du CCT depuis plus d'un an, ce qui leur permet d'être bien informés de la progression des négociations.

Les trois organismes susmentionnés participent aux travaux du CCT à titre d'observateurs et peuvent ainsi mieux comprendre le processus de négociation et de fusion. Cependant, la fusion des organismes publics du Nunavik pour former le gouvernement du Nunavik n'affectera en rien le statut de ces trois organismes, lesquels demeureront indépendants.



ՀՅԱՀ ՏԵՍԱԿԱՆ ՀԱՅՐԱՐԴԻ ՃԱԳԱԳ
ԱՊՐԻ 19, 2003 յՈՒՆԻՎԵՐՏԻՎ ՀԱՅՈՒՆԵՐԸ ՌՈՒ
ԳՐԱԿԱՆՈՒՄ ՏԵՍԱԿԱՆ ՀԱՅՐԱՐԴԻ ՃԱԳԱԳ
ՀԱՅՈՒՆԵՐԸ ԱՎԱՐԺ ՀԱՅՐԱՐԴԻ ՃԱԳԱԳ
ՀԱՅՈՒՆԵՐԸ ԱՎԱՐԺ ՀԱՅՐԱՐԴԻ ՃԱԳԱԳ
ՀԱՅՈՒՆԵՐԸ ԱՎԱՐԺ ՀԱՅՐԱՐԴԻ ՃԱԳԱԳ
ՀԱՅՈՒՆԵՐԸ ԱՎԱՐԺ ՀԱՅՐԱՐԴԻ ՃԱԳԱԳ

introductory meeting and to bring attention to the main issues of the current negotiations. During this time, the discussions between the three negotiating parties on the Negotiations Framework Agreement were well advanced with a few more months left before it would be concluded, that was eventually signed in July 2003. The Nunavik Negotiators went through the draft Framework Agreement with the members of the Advisory Committee, where they received feedback from the members.

A second meeting happened in Kuujjuaq on February 19, 2003 to further discuss the Framework Agreement. And a third meeting also took place in springtime, May 20-21, 2003 in Kuujjuaq. In these meetings would center on the Framework Agreement and on matters relating to the organizations. For example, it became clear that the collective agreements within the organizations would not be affected by the amalgamation of the institutions, the change in structure of organizations would not make changes to the unions. They also discussed how the institutional structures, such as the boards, would be transformed during the amalgamation. Such transformations would not occur in an abrupt manner, but take place over a transitory period; the institutions would not be expected to change overnight.

A fourth meeting took place on October 16, 2003 by video conferencing and the most recent and fifth meeting was held in Kangirsuk on April 27-28, 2004. The main subject of discussions was the draft agreement in principal. The participation of the Kativik School Board representatives was felt by all, and was much appreciated as their input added a valuable dimension to

Rencontres qui ont eu lieu à ce jour

La première rencontre a eu lieu à Montréal, les 3 et 4 décembre 2002. Il s'agissait d'une rencontre préliminaire dont l'objectif était de discuter des principales questions débattues lors des négociations. Les discussions entre les équipes de négociations au sujet de l'Entente-cadre de négociation étaient déjà bien entamées. Il ne restait en fait que quelques mois avant que n'aboutissent les négociations. L'entente en question a par ailleurs été signée en juillet 2003. Les négociateurs du Nunavik ont passé en revue la version provisoire de l'Entente-cadre de négociation avec les membres du CCT et ont pris note des commentaires qu'ont formulés ces derniers.

Les membres du CCT se sont ensuite rencontrés à Kuujjuaq, le 19 février 2003, pour discuter plus en détail de l'Entente-cadre de négociation. Une troisième rencontre a eu lieu à Kuujjuaq, les 20 et 21 mai 2003. Lors de ces rencontres, il a été évidemment question de l'Entente-cadre, mais aussi des questions touchant les organismes devant être fusionnés. Par exemple, les membres ont convenu que les conventions collectives en vigueur au sein des organismes ne seraient pas touchées par la fusion, que la modification de la structure organisationnelle n'engendrerait pas de modification à celle des syndicats. Ils ont également discuté de la transformation des organes décisionnels tels que les conseils d'administration lors de la fusion. De telles transformations ne se produiraient pas du jour au lendemain, mais s'échelonneraient sur une période de temps pour que la transition se fasse sans heurts.

Une quatrième rencontre a eu lieu



አጀመሪያው ዓይነት አገልግሎት እንደተረጋግጧል፡ በአዲስ ሂሳብ መካከል
አጀመሪያው ዓይነት አገልግሎት እንደተረጋግጧል፡ በአዲስ ሂሳብ መካከል
አጀመሪያው ዓይነት አገልግሎት እንደተረጋግጧል፡ በአዲስ ሂሳብ መካከል

ለተጨማሪው ከበኩሉ ስላምናው ለመፈጸም ማርቃዣ ማስተካከል ነው፡ ተስፋው
ለተጨማሪው ከበኩሉ ስላምናው ለመፈጸም ማርቃዣ ማስተካከል ነው፡ ተስፋው
ለተጨማሪው ከበኩሉ ስላምናው ለመፈጸም ማርቃዣ ማስተካከል ነው፡ ተስፋው

መሸጥ በአዲስ ሂሳብ መካከል እንደተረጋግጧል፡ በአዲስ ሂሳብ መካከል
አጀመሪያው ዓይነት አገልግሎት እንደተረጋግጧል፡ በአዲስ ሂሳብ መካከል
አጀመሪያው ዓይነት አገልግሎት እንደተረጋግጧል፡ በአዲስ ሂሳብ መካከል

the discussions, that of the concerns originating from the education sector. During the meetings in general some contentious issues were brought up such as the importance of Inuktitut language and its future status in Nunavik. Since some issues of debate stem from political issues, it was felt that it was better for such issues to be discussed among the political leaders, hence a Policy Committee was formed as a forum where political leaders would speak among each other. The Policy Committee will be covered in the next issue.

In conclusion, the Technical and Advisory Committee provides the negotiators with advice, ideas, thoughts

par vidéoconférence le 16 octobre 2003 et la dernière les 27 et 28 avril 2004, à Kangirsuk. Lors de ces deux dernières rencontres, il a surtout été question de la version provisoire de l'entente de principe. Tous les membres ont grandement apprécié la participation des représentants de la CSK. Ces derniers ont jeté une lumière nouvelle sur les sujets en cours de discussions, plus particulièrement en ce qui a trait à l'éducation. De manière plus générale, les membres ont également abordé des questions d'importance telles que la langue Inuktitut et la place qu'elle occupera dans les années à venir au Nunavik. Comme certaines des questions soulevées étaient de





Г҃ДА НАУЧНО-ПРАКТИЧЕСКОЕ СОБЫТИЕ ПРОДОЛЖАЕТСЯ ВСЮ ДЕНЬ. МАСТЕР-КЛАССЫ ПО АВИАЦИИ И КОСМОНАУТИКЕ ПРОДОЛЖАЮТСЯ ВСЮ ДЕНЬ. МАСТЕР-КЛАССЫ ПО АВИАЦИИ И КОСМОНАУТИКЕ ПРОДОЛЖАЮТСЯ ВСЮ ДЕНЬ.

and concerns. In doing so the negotiators are assured that they are following the right track in their negotiations with the two other negotiating parties, the federal and provincial governments. This allows the Nunavik Negotiators, Minnie, Harry, and Maggie to continue their work serving the Nunavik region and its people in confidence.

nature politique, il a été décidé qu'il serait préférable qu'elles soient abordées par les leaders politiques de la région. C'est pourquoi un Comité des politiques a été créé. Ce Comité sera l'un des sujets traités dans le prochain numéro de Nunavik.

Enfin, les membres du CCT donnent aux négociateurs du Nunavik des conseils et des idées, et leur font part de leurs préoccupations. Ces derniers sont ainsi assurés d'être sur la bonne voie lors des négociations avec les gouvernements fédéral et provincial. Les négociateurs du Nunavik, Minnie, Harry et Maggie peuvent continuer leur travail et servir les Inuit du Nunavik en toute confiance.





NUNAVIK
ᓄᓇᕕ克



L^{PE}Λ^b
Société Makivik
Makivik Corporation

P.O. Box 179, Kuujjuaq, Quebec J0M1C0
Tel. 1.877.625.2925 819.964.2925
Fax. 819.964.2613

Québec
Canada



www.makivik.org

www.airinuit.com
www.firstair.ca
www.pail.ca
www.neas.ca
www.nunavikcreations.com